

Janvier — Mars 2008

Le Karité, Une Bonne Affaire pour les Femmes: l'USAID et le Corps de la Paix Renforcent leurs Capacités

BAMAKO, Mali — Au Mali, notamment au niveau des villages, les femmes renforcent leurs connaissances et leurs compétences en matière de collecte, de transformation et de commercialisation des noix de Karité grâce à un programme financé par l'USAID/Mali et exécuté par le Corps de la Paix. Les objectifs généraux de l'activité consistent à préserver les parcs du Mali en zone sahéenne tout en augmentant les revenus des femmes rurales.

Les parcs agro forestiers sont de grandes régions ayant des systèmes intégrés de sylviculture, d'agriculture et d'élevage couvrant 90% du territoire national. L'espèce d'arbre dominante est la *Vitellaria paradoxa* (*Sapotaceae*), communément connue en Afrique franco-



Photo: USAID

MAIN DANS LA MAIN — Grâce à l'appui de l'USAID, des Volontaires du Corps de la Paix et des femmes du Mali s'entraident, triant au passage des noix de karité

(Suite en page 6)

"Le Coin" du Directeur



Alex Newton, Directeur de la Mission

L'une des premières priorités de Henrietta H. Fore, la nouvelle Administratrice de l'USAID, est de sceller des partenariats avec le secteur privé. Cette Mission en fait également sienne. A cet égard, l'USAID a décerné récemment à la firme Coca-Cola le Prix de l'Alliance 2007 en reconnaissance de ses efforts en faveur de la promotion de la gestion durable de l'eau dans les pays en voie de développement. Dans le cadre de ces interventions au Mali, le Président-Directeur Général s'était rendu à Bamako dernièrement pour participer à la pose de la première pierre de l'usine de traitement d'eau devant être réalisée par une grande compagnie dans la capitale, une première dans l'histoire de celle-ci. Malheureusement, le Mali ne peut compter que sur une poignée d'entreprises américaines y opérant, l'une d'elles étant le *Schaffer Global Group*, une compagnie qui vient de conclure une alliance avec *Illovo Sugar*, une firme sud-africaine. Le partenariat vise à aménager 15 000 hectares de terre dans le cadre d'un projet sucrier dans la zone Office du Niger (O.N.), un vaste périmètre irrigué aménagé par les Français au début des années 40 qui, malheureusement, n'a jamais été exploité à hauteur de sa capacité réelle. Il s'agit

(Suite en page 2)

SOMMAIRE

La Radio au Coeur de l'Enseignement	Page 2	Nouvelle Approche en matière de Formation au Nord du Mali	Page 5
L'Alphabétisation à l'Honneur au Mali	Page 3	Le Karité, une Bonne Affaire pour les Femmes	Page 6
L'Accès des Femmes au Micro Credit	Page 4	L'USAID finance le renforcement des Capacités de Spécialistes Maliens	Page 7-8

La Radio au Coeur de l'Enseignement: L'Épopée de l'École Communautaire de Doumanzana:

BAMAKO, Mali — Au bord d'une route poussiéreuse sillonnant le quartier de Djelibougou à Bamako se trouve un complexe scolaire communautaire. Le complexe est composé de trois écoles fondamentales recevant chacune les élèves des classes de la première à la sixième année. Vu de la route, le complexe présente les mêmes traits que toute école fondamentale publique, grande et poussiéreuse, au Mali. Qu'est ce qui fait la différence entre ces groupes scolaires ?

L'une des écoles du groupe — Dioumanzana I — sous la direction de M. Traoré, participe officiellement depuis 2005 au programme de Formation des Enseignants par voie de Radio (FIER) financé par l'USAID et qui prépare et diffuse des leçons dans les classes de 3^{ème} et de 4^{ème} année. La première année de la participation de son école, juste au moment de la diffusion des programmes dans les classes de 3^{ème} année, M. Traoré a été impressionné par la manière dont les programmes ont aidé son maître de 3^{ème} année à appliquer, dans des



Photo: USAID

ENSEIGNEMENT ET RADIO — Les maîtres des classes de 3^{ème} et de 4^{ème} année de l'école de Dioumanzana qui utilisent le programme FIER de l'USAID.

situations réelles de classe, des méthodes d'enseignement actives tels que le travail en groupe, les séances de ré-

(Suite en page 7)

(Suite de la page 1) — "Le Coin" du Directeur

d'un autre projet s'inscrivant dans le cadre de l'Alliance de Développement Global (ADG) bénéficiant de l'appui de l'USAID/Mali pour la composante "recherches", mais avec d'énormes retombées potentielles estimées à plus de 300 millions de dollars. *Illovo* a annoncé récemment qu'elle a approuvé un investissement de 208 millions de dollars au profit du projet destiné à financer la construction d'une sucrerie, d'une usine de production d'éthanol et d'une unité de cogénération d'électricité qui utiliseront le biomasse des rebuts de sucre issus de la transformation du sucre pour couvrir tous leurs besoins énergétiques. Dès que le Gouvernement aura donné son quitus final pour ce projet, il sera l'un des plus grands projets ADG de l'Agence.

La zone O.N. est également le site d'un projet agricole de 15 000 hectares financé par le *Millennium Challenge Corporation* (MCC) du Gouvernement américain. De nouvelles parcelles irriguées pour la riziculture et d'autres récoltes y seront aménagées et de nouveaux canaux d'irrigation construits, toutes choses qui auront un impact significatif sur les conditions de vie de milliers de personnes vivant dans cette région pauvre, mais oh combien prometteuse ! La Mission de l'USAID/Mali appuie plusieurs projets de recherche dans le cadre du Programme d'Appui à la Collaboration en matière de Recherche

(CRSP) qui couvre les cultures tels la tomate, le sorgho et le petit mil réputés être d'un apport important pour les paysans dans la zone d'intervention du projet. Elle facilite l'accès aux semences améliorées, en améliorant la production, et en augmentant la viabilité du projet du MCC en général. L'USAID/Mali travaille également avec l'usine locale de production de farine pour augmenter la production de blé, une importante culture de contre-saison dans l'O.N. Jusqu'ici, le rôle de l'USAID dans le domaine de la recherche a consisté à appuyer l'institut de recherche de l'Etat à introduire et à tester de nouvelles variétés de blé ; ce qui pourrait servir de levain pour la vulgarisation de la culture du blé dans la zone et réduire de moitié l'importation de blé. La conjugaison de ces efforts appuyés par le Gouvernement américain dans la zone O.N. permettent au Mali de réaliser un vieux rêve, celui de faire de cette zone le grenier du Sahel et un gros exportateur, tout en profitant de la flambée des prix des produits céréaliers pour booster la production et les revenus des paysans.

Enfin, depuis que la Mission a aménagé dans ses nouveaux bureaux logés dans la Nouvelle Cour de l'Ambassade en janvier dernier, les employés se sont déjà bien adaptés à ce beau et nouveau cadre, et nous vous vous souhaitons tous et toutes la bienvenue dans ce nouvel espace à Bamako pour nous rendre visite. — *Alex Newton.*

L'Alphabétisation à l'Honneur au Mali!

Récit de la Campagne d'Alphabétisation de World Education au Mali

BAMAKO, Mali — L'expérience de World Education (W.E.) en matière d'alphabétisation fonctionnelle a été propulsée au devant de la scène à la faveur du récent changement de ton du Président de la République du Mali pour mettre l'accent sur l'alphabétisation en tant que composante majeure de l'éducation non-formelle. A l'ouverture de la Conférence régionale sur l'Alphabétisation en Afrique, tenue à Bamako du 10 au 12 septembre 2007, il s'est engagé à accorder une attention particulière à l'alphabétisation, une promesse en voie de réalisation comme l'atteste la composition de la nouvelle équipe gouvernementale mise en place le 3 octobre 2007, consacrant du coup la création du Ministère de l'Éducation de Base, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales. Nous saluons et encourageons cette initiative en partageant certaines expériences et réalisations de W.E. en la matière grâce l'appui financier de l'USAID.

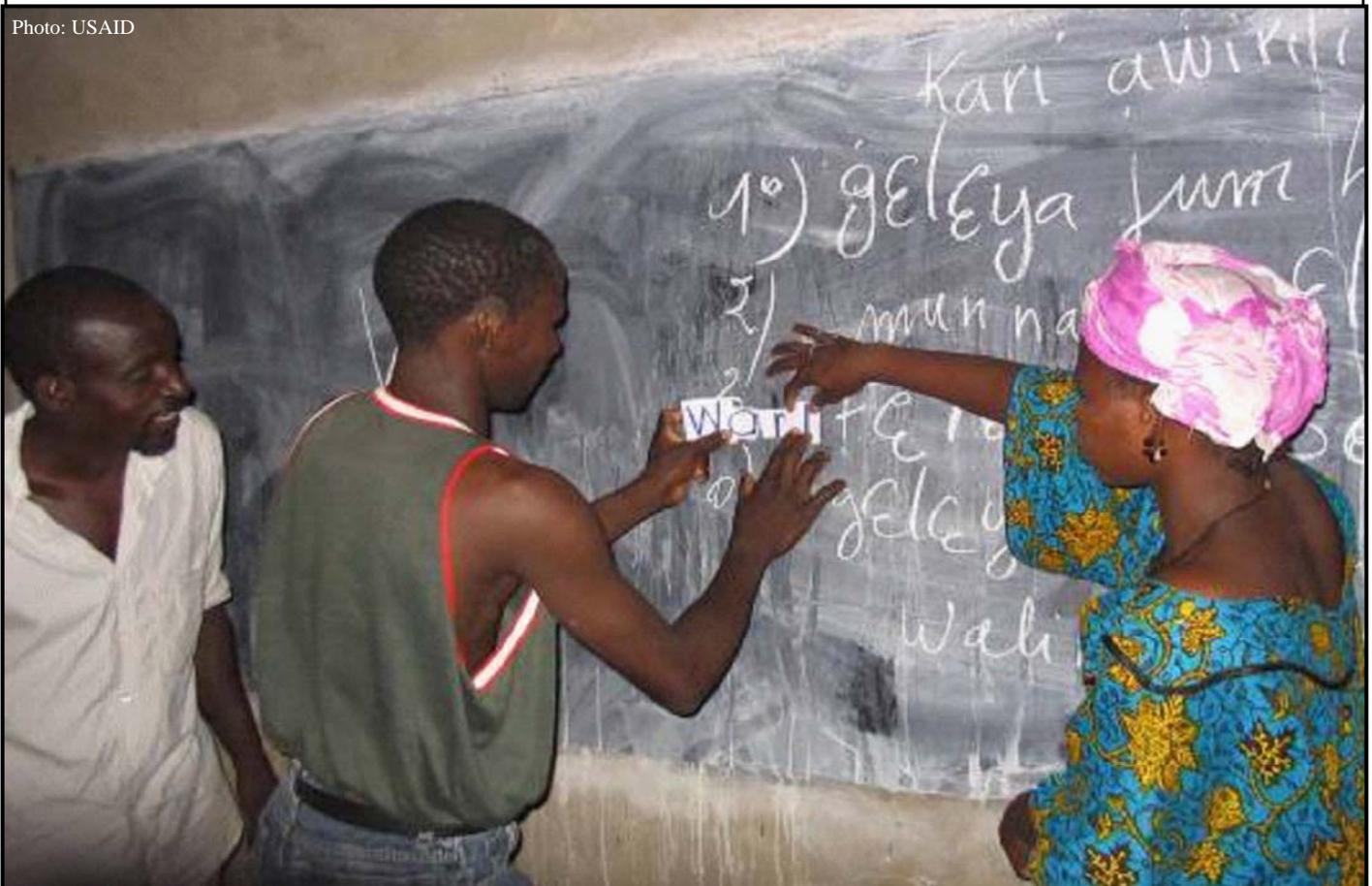
La présence de W.E. au Mali remonte à mars 1991, juste au moment où le pays s'engageait dans le multipartisme et dans la démocratie. Suite à une analyse participative des besoins, W.E. s'est engagée dans l'alphabétisation fonctionnelle à la fin des années 90 pour renforcer la composante communautaire de l'éducation. « Nous pourrions améliorer davantage l'éducation de nos enfants », nous affirme un membre influent de la communauté, « si nous savions lire et écrire. » C'est de là qu'est née l'idée de mettre en place un programme d'alphabétisation fonctionnelle de base dont le but est de renforcer l'éducation formelle. De part sa conception, le programme est appelé à servir d'outil pour toute la communauté, pas juste les parents, mais le village entier, pour l'éducation des enfants.

« Notre [W.E., les ONG partenaires au Mali et les communautés] programme d'alphabétisation au Mali a été dévelop-

pé en réponse aux demandes des communautés et a eu des impacts sur des générations » dit Souleymane Kanté, Représentant de W.E. au Mali. « Les résultats et les enseignements concernant le processus et ses retombées font l'objet d'échanges », conclue-t-il.

La composante Alphabétisation du Programme d'Appui à la Qualité et à l'Équité de l'Éducation de W.E. en cours d'exécution prévoit des cours d'alphabétisation pour les membres des Associations de Parents d'Elèves (APE) et des Comités de Gestion Scolaire (CGS). Les participants sont dotés non seulement de compétences en alphabétisation et en calcul, mais aussi de contenus essentiels concernant la vie quotidienne, la qualité et l'équité en éducation, et la gestion des APE et des CGS à travers une méthode appelée *Sanmogoya* (terme emprunté du dialecte bambara et qui désigne une *(Suite en page 5)*

Photo: USAID



Un chargé de cours d'alphabétisation (extrême gauche) supervise deux élèves adultes essayant de déchiffrer des mots dans une langue nationale du Mali.

L'accès des Femmes au Microcrédit: Un Facteur Clé du Développement Rural

BAMAKO, Mali — Au Mali, les femmes ont une présence très marquée dans le secteur informel et jouent un rôle clé au sein de la famille. Le secteur informel représente 80% de l'économie malienne et emploie 74% de la main-d'œuvre active. Sa contribution au PIB est de l'ordre de 20 à 25%. Bien que les femmes contribuent considérablement au revenu des ménages, le niveau élevé de pauvreté en leur sein reste liée au faible accès au crédit, une tare que tente de corriger le programme "Femmes et Gouvernance locale" (*Wingspan*) financé par l'USAID.

Très souvent, les femmes ne peuvent pas créer des petites entreprises permettant d'accroître le revenu du ménage. Elles travaillent généralement à leur propre compte. Cependant, à certaines périodes de l'année, elles s'engagent dans des travaux collectifs dans des champs privés pour un maigre salaire. Leurs recettes sont versées dans une caisse commune et on y puise pour les fêtes marquant la fin des récoltes ou pour venir en aide à leurs maris pendant les périodes de vaches maigres. En milieu rurale, les revenus des femmes sont relativement plus faibles que ceux de la gente masculine.

L'USAID/Mali, dans le cadre de son "Programme Femmes et Gouvernance locale", a initié un mécanisme de petite subvention appelé "Fonds des Activités Economiques des Femmes" dont le but est de promouvoir le statut économique des femmes à travers le crédit et la formation. Les activités du Programme sont axées essentiellement sur l'appui aux groupements féminins en matière de renforcement des capacités, y compris leurs capacités à créer et à gérer des activités génératrices de revenus sur le long terme.

Avant le lancement du programme, certaines de ces femmes étaient engagées dans de petites activités génératrices de revenus à faible rendement et avaient à peine accès aux banques et à d'autres services financiers. En général, les femmes pauvres ne comptent que sur des proches parents, amis ou prêteurs locaux pour débloquer de petits crédits en cas

Photo: USAID



LE MICRO CREDIT FAVORISE L'ENTRAIDE — La présidente d'un groupement féminin remettant une somme d'argent à un membre de l'association qui n'avait pas bénéficié du Fonds des Activités Economiques des Femmes.

d'urgence ou pendant les périodes difficiles. Très peu d'entre elles ont accès aux services formels de crédit et d'épargne. Les banques formelles et les institutions financières prêtent rarement aux femmes sans garantie tels que les titres de propriété qu'il est pratiquement impossible d'obtenir en milieu rural. Culturellement, elles n'exercent presque aucun contrôle sur la terre, le principal bien économique. Financièrement, l'homme contrôle les recettes du ménage. Au plan social, les hommes étant censés contrôler l'argent, les banques et d'autres institutions financières ne considèrent pas les femmes comme clientes potentielles pouvant bénéficier de prêts.

Dans le cadre du programme, ces femmes n'étaient pas considérées comme des risques au crédit, mais plutôt comme des potentiels économiques. On estimait qu'en donnant une petite somme d'argent à une femme, parfois même 25 dollars, on peut transformer sa vie et celles de ceux qui vivent autour d'elle. Sur un total de 850 groupements féminins, seulement 190 ont bénéficié de petites subventions variant entre 200 et 1 000 dollars. Certains des groupements bénéficiaires sont membres de réseaux des femmes créés dans le cadre du programme. Plusieurs participantes ont également bénéficié de formation en renforcement de capacités portant sur la ges-

tion des prêts et les compétences en matière de création d'entreprises afin de maximiser leurs revenus et leur croissance à long terme.

Grâce à cette initiative, la plupart des bénéficiaires ont pu surmonter les pesanteurs au niveau personnel et social et jouent des rôles de plus en plus importants au sein de la communauté. L'accès au "Fonds des Activités Economiques des Femmes" a été un catalyseur pour relever le niveau de confiance chez les femmes et les préparer à surmonter les barrières culturelles. En effet, avec un peu plus de pouvoir économique, les femmes peuvent changer d'attitudes et de pratiques, au grand bonheur de leurs communautés.

L'un des avantages de ce programme est l'élan d'entraide et de solidarité créée entre les groupements féminins. D'ores et déjà, les bénéficiaires, qui ne cessent de réaliser des bénéfices, ont pris l'initiative d'en distribuer aux groupements n'ayant pas obtenu de financement, une preuve, on ne peut plus claire que le microcrédit peut véritablement contribuer à la responsabilisation des femmes, avec à la clé un changement de valeurs et d'attentes qui affectent leurs rôles dans la société. — *K. Dienta, USAID.*

L'USAID et le Projet *Capacity*: Une Nouvelle Approche en matière de Formation Initiale au Nord du Mali

GAO, Mali — L'École des Infirmiers de Gao (EIG) joue un rôle crucial dans la formation des agents de santé pour servir les régions septentrionales du Mali. L'objectif affiché par l'école est de pallier le manque de personnel sanitaire qualifié et déterminé à servir les communautés rurales, en particulier dans les trois régions mal desservies et enclavées du septentrion malien. Pour préparer rapidement et efficacement ses étudiants à prendre en charge les besoins de santé de la population, l'EIG et le Projet *Capacity* appliquent l'approche « Apprendre pour la Performance » qui permet de lier l'apprentissage à des responsabilités et compétences professionnelles spécifiques. Le guide et le manuel de travail sont disponibles en français et en anglais sur le site : <http://tinyurl.com/2g5ku8>

L'utilisation du processus "Apprendre pour la Performance" peut réduire la durée de la formation en axant cette der-



Photo: USAID

AGENTS DE SANTE A L'OEUVRE — Séance de vaccination lors d'une consultation prénatale conduite par des diplômés de l'EIG.

nière sur ce qui est plus essentielle pour le travail, et améliorer la performance

professionnelle en enseignant ce qui est
(*Suite en page 9*)

(*Suite de la page 3*) —
L'Alphabétisation à l'Honneur au Mali!

personne qui s'est bien investie pour sa communauté). Le programme est exécuté dans 145 villages dans les régions du Mali où le Tamasheq, le Sonrai et le Bambara sont parlés couramment. Les cours sont dispensés en deux modules, l'alphabétisation de base et la post-alphabétisation, par des enseignants volontaires issus de la communauté. Les APE et les CGS dans chaque communauté gèrent le programme grâce à la formation et à l'appui des O.N.G. locales, de W.E. et du Ministère de l'Éducation. Les O.N.G. et les enseignants ont participé à l'élaboration du curriculum et à la formation continue et à l'appui aux enseignants. Ils évaluent les progrès des apprenants en alphabétisation et notent leur perception du programme. Au cours des trois premières années, 24 500 parents ont été servis. L'une des illustrations des impacts d'une plus grande instruction des membres des APE et des Associations de Mères d'Elèves (AME) est leur capacité à tenir le procès-verbal

de réunion, à documenter la planification, et à assurer une gestion transparente. Les APE et les AME peuvent traiter avec les agents de l'État avec plus de confiance; le rôle de leadership est reparti entre plusieurs personnes. Une plus grande connaissance des questions liées à l'éducation et à la gestion d'une association par les membres des APE et des AME a eu un impact sur leurs capacités à développer une vision et à gérer les problèmes. On assiste à une plus grande compréhension, en particulier chez les mères, de l'importance de la scolarisation des filles. En 2003, au démarrage de ce programme, le taux de scolarisation des filles dans nos communautés cibles était de 56,6%, et en 2006, il est passé jusqu'à 65,1%. Un résultat lié, sans être fortuit, est la réponse des non-adhérents des APE et des AME qui ont loué le travail de ces associations; ce qui a relevé le niveau de leur propre implication dans l'éducation de leurs enfants à travers le contrôle des devoirs à domicile.

Réconfortés par le passage à la pédagogie convergente, où l'enseignement est dispensé dans des langues locales avant

d'y introduire le français, les parents peuvent maintenant lire les cahiers de leurs enfants. Les parents ont compris toute l'importance de la scolarisation. Après avoir pris des cours d'alphabétisation, ils savent maintenant qu'il faut des crayons pour écrire et du temps pour apprendre. Depuis, ils savent qu'il en faut autant pour leurs enfants. Ils déclarent avoir acheté des fournitures scolaires et dispensé les élèves des travaux domestiques pour qu'ils aient le temps d'étudier.

Pour autant, tout n'est pas si facile. Loin s'en faut ! Au Mali, l'alphabétisation est difficile en milieu rural où le coût du papier et de l'impression est dissuasif et l'électricité est inexistante. Elle exige un investissement durable dans les matériels et dans la formation. Ni l'un ni l'autre n'aurait été possible sans l'appui financier de l'USAID. Permettre aux femmes rurales du Mali de s'alphabétiser peut bouleverser l'ordre social. Une telle décision ne peut pas être prise à la légère. Quoiqu'il advienne, le jeu en vaut la chandelle ! — *S. Kanté, W.E.*

Le Karité, Une Bonne Affaire pour les Femmes: l'USAID et le Corps de la Paix Renforcent les Capacités des Femmes

(Suite de la page 1) — Le Karité, une Bonne Affaire pour les Femmes

phone sous le vocal "Karité", appellation également courante en Afrique anglophone. Dans les zones rurales, les villageois, principalement les femmes, entretiennent le Karité parce qu'ils extraient de ses noix une huile (ou un beurre) de haute qualité qui a des vertus culinaires très prisées, et utilisée par ailleurs comme produit cosmétique et médicinal.

L'exploitation durable des parcs agroforestiers est vitale pour l'avenir du pays, et des populations rurales en particulier. Cependant, ces parcs sont de plus en plus marginalisés et soumis à une forte dégradation liée à une combinaison complexe de facteurs naturels, technologiques, et socio-économiques.

Au cours d'un atelier organisé du 16 au 18 janvier 2008, dix-neuf (19) Volontaires du Corps de la Paix (VCP) et leurs "parrains dans les villages" ont renforcé leurs connaissances et leurs compétences en matière de greffage du Karité et de protection des parcs. Les objectifs visés dans le cadre de cet atelier étaient, entre autres, de sensibiliser les participants sur les menaces qui pèsent sur le Karité et d'encourager sa protection, de les doter des connaissances et des compétences pour l'utilisation des outils et des techniques de propagation et d'amélioration du Karité, et de les sensibiliser sur les avantages liés à la propagation et au greffage du Karité.

Le Centre international de Recherche en Agroforesterie (ICRAF) a servi de cadre



Photo: USAID

PRETE A AGIR — Munie de son kit de greffage, Djénéba Diarra, l'une des participantes à l'atelier, est prête à tirer le meilleur profit du Karité.

à l'atelier avec Bréhima Koné, Assistant de Recherche à ICRAF, comme principal formateur. M. Koné a développé le contenu de l'atelier sur la base des paramètres de formation définis par Kristine Hoffer, Directrice adjointe du Corps de la Paix chargée de la Gestion des Ressources Naturelles.

Treize volontaires travaillent dans des programmes de Gestion des Ressources Naturelles et six autres dans le secteur agricole. Les participants sont venus de différents villages, notamment Kéniéba et Behon dans la région de Kayes, Madabougou, Sakoro, Soukourani, et Kacerela, dans la région de Sikasso, Kamona, Tiby, Samabogo et Niasso dans la région de Ségou et Niagadina dans la région de Koulikoro.

Les temps forts de l'atelier ont été, entre autres, la visite de la plantation expérimentale de l'ICRAF où sont en-

tretenu des variétés de Karité d'Afrique, des démonstrations et des séances pratiques sur les méthodes de propagation et de vulgarisation du Karité, de la production de semences en passant par le greffage, le maquettage, et les techniques de coupe. Les participantes ont été également initiées aux méthodes et techniques appropriées pour tailler les arbres ainsi qu'aux techniques de déparasitage. A la clôture de l'atelier, chaque participante a reçu un kit de greffage, un pied de Karité greffé, et une attestation de participation.

La réplique d'un tel atelier à des niveaux plus larges à travers le pays est un pari qui ne manquera pas d'ouvrir une nouvelle ère dans la filière Karité au Mali. Pour l'heure, le partenariat entre l'USAID et le Corps de la Paix apporte une bouffée d'oxygène à ses acteurs, principalement les femmes. — *M.L. Carlson, USAID.*

L'USAID Finance le Renforcement des Capacités de Spécialistes Maliens en Matière de Production et de Transformation de Produits Agricoles

BAMAKO, Mali — Pendant de nombreuses années, l'USAID a contribué au renforcement des capacités de scientifiques et de techniciens africains à travers le Programme d'Appui à la Collaboration en matière de Recherche (PACR — CRSP en anglais). Il existe neuf PACR qui sont essentiellement financés au niveau central à partir du siège de l'USAID à Washington. Les programmes de CRSP ont été développés dans le cadre du Titre XII conformément à une loi adoptée en 1975 portant sur le Développement international et l'Assistance alimentaire et s'inspirant des atouts structurels des universités agricoles américaines et des partenariats en matière de collaboration avec des organismes internationaux.

Il est passionnant de constater qu'à travers un seul programme, le PARC dénommé "*International Sorghum and Millet*" (PARC International pour le Sorgho et le Mil) (INTSORMIL), 32 professionnels maliens en milieu de carrière ont bénéficié de formation dans



Photo: USAID

Dr. Niamoye Yaro Diarisso (gauche) e Dr. Mamadou D. Doumbia, deux Specialists maliens formés dans le cadre du CRSP

des universités américaines au cours des

(Suite en n page 8)

(Suite de la page 2) — L'Épopée de l'École de Dioumanzana

flexion et les échanges de rôles. Il précise qu'en tant qu'enseignant d'école communautaire, son personnel n'a pas reçu la même formation d'enseignant que d'autres. Il salue le programme radiophonique pour avoir aidé ses enseignants à dispenser un enseignement de qualité aux enfants qui sont sous sa coupe.

Cette année scolaire, quand il fut question de diffuser les programmes dans les classes de 3^{ème} et de 4^{ème} année, M. Traoré décida que les enseignants des classes de 3^{ème} et de 4^{ème} année de Dioumanzana I (les deux enseignants que le district avait affectés officiellement au programme pilote FIER) ne devaient pas être les seuls à bénéficier des programmes d'enseignement par voie de radio dans les classes. A l'aide du financement du Comité de Gestion Scolaire (CGS), il a photocopié les guides des auditeurs de la 3^{ème} et de la 4^{ème} année pour les distri-



LE PROGRAMME RADIO A L'ORDRE DU JOUR — M. Traoré (gauche) s'entretenant avec le Président du CGS sur des questions scolaires, notamment le programme FIER financé par l'USAID.

buer à l'ensemble des maîtres (six au total) des classes de 3^{ème} et de 4^{ème} année du complexe. Il a convaincu le CGS d'acheter quatre radios supplémentaires pour les mettre à la disposition des ensei-

(Suite en page 8)

L'USAID Finance le Renforcement des Capacités de Spécialistes Maliens en Matière de Production et de Transformation de Produits Agricoles (Suite)

(Suite de la page 7)

28 dernières années. En plus d'avoir noué de précieux contacts au Etats-Unis sur le plan professionnel et d'acquérir une riche expérience avec les institutions de recherche et d'enseignement américains, ces professionnels ont décroché au total une licence, 17 maîtrises et 13 doctorats.

Pourquoi, vous demandez vous, le sorgho et le mil sont-ils si importants au Mali ? Le sorgho, par exemple, est une culture diététique et la source principale d'hydrates de carbone et de protéines qui constituent la base de la vie d'environ 85% de la population dans les zones rurales. Si les paysans s'adonnent à la culture de variétés améliorées de sorgho et utilisent des techniques améliorées de production, ils auront de plus grands rendements d'un sorgho de plus de haute qualité. Après avoir couvert les besoins de la famille, les paysans peuvent augmenter leurs revenus en vendant l'excédent de récolte sur le marché pour la consommation humaine ou à la filière émergente de l'aliment volaille à base de sorgho.

Le Dr Mamourou Diourté est un exemple typique de professionnels formés aux Etats-Unis. Avec l'appui

d'INTSORMIL, le Dr Diourté a décroché une maîtrise en multiplication des plantes et un doctorat en pathologie des plantes à l'Université de l'Etat du Kansas. Il est actuellement chercheur à l'Institut d'Economie Rurale (IER) et coordinateur des programmes d'INTSORMIL en Afrique de l'Ouest. A son retour au Mali, le Dr Diourté a identifié les lignes génétiques du sorgho devant servir dans la multiplication des semences et a mis au point trois lignes de semences de sorgho saines.

Autre personne, autre exemple : le Dr Niamoye Yaro Diarisso a obtenu son doctorat en entomologie à l'Université A&M du Texas et est actuellement la coordinatrice scientifique des Cultures Irriguées et des Technologies alimentaires à l'IER. A propos des études supérieures qu'elle a menées, le Dr Diarisso déclare qu'elle « ...en a d'abord tiré une satisfaction personnelle en tant que femme, et ensuite en tant que femme scientifique. » Le Dr Diarisso affiche sa fierté d'être la première femme scientifique coordinatrice à l'IER, et déclare qu'elle a « réussi à faire augmenter le nombre de femmes scientifiques à l'IER. » Une prouesse !

Le Dr Mamadou D. Doumbia est le troisième cas d'un scientifique ayant décro-

ché un diplôme dans une université américaine grâce à l'appui de INTSORMIL. Le Dr Doumbia a obtenu sa maîtrise en agronomie et son doctorat en pédologie à l'Université A&M du Texas. Actuellement, il occupe avec brio le poste de Chef du Laboratoire Sol - Eau - Plante à l'IER. Le Dr Doumbia livre ses sentiments sur sa formation : « les principales réalisations liées à mes études comprennent l'augmentation de la productivité des sols des régions choisies au Mali et l'amélioration de la performance du laboratoire analytique des sols du Mali. »

Un autre résultat, et pas des moindres, de la collaboration étroite entre les activités d'INTSORMIL CRSP et les programmes de l'IER a été le renforcement et l'orientation du programme national de recherche agronomique du Mali. Spécifiquement, la mise au point de semences de variétés de sorgho et de mil ayant un rendement très élevé, de méthodes de production d'engrais inorganiques, et de pratiques agricoles améliorées ont fait l'objet de recherches qui sont en train d'être expérimentées dans les champs des paysans. Nul doute donc que l'appui de l'USAID au renforcement des capacités continuera encore à donner des résultats probants pendant les années à venir. — *M.L. Carlson.*

(Suite de la page 7) — L'Épopée de l'École de Dioumanzana

gnants des deux autres écoles du complexe qui n'étaient pas officiellement retenus pour participer au programme FIER. En compagnie des deux enseignants formés, il a ensuite rencontré les quatre autres enseignants des classes de 3^{ème} et de 4^{ème} années pour leur expliquer le mode d'utilisation de la radio pour enseigner et en faire une démonstration. Au cours de la semaine qui a suivi ces tractations, des enfants ayant fait le plein de six classes, au lieu de deux au départ, écoutaient les programmes, pratiquant leur français et leurs compétences en calcul tandis que leurs maîtres s'employaient à pratiquer les méthodes actives d'apprentissage ba-

sées sur le modèle de la radio.

Persuadé que l'achat des piles pour alimenter les postes radio offerts par le programme FIER empêcherait un jour les enseignants de s'en servir, M. Traoré engagea alors d'intenses négociations avec le CGS pour trouver une solution plus pérenne au problème d'électricité. Avec patience et diplomatie, il parvint à convaincre le CGS d'acheter des prises pour deux des trois écoles du complexe. Il entretient l'espoir qu'une troisième prise pour la dernière école sera en place l'année prochaine ; ce qui permettrait aux enseignants de brancher les radios pour capter les émissions. « Ainsi, dit-il, tous les enseignants profiteront de la diffusion des programmes

et des explications claires que les émissions fournissent aux élèves sur les principales matières que sont le français et les mathématiques.

Oui, Dioumanzana est bien différente de l'école publique type ! Grâce au leadership de son directeur, on peut entendre les éclats de rires des élèves dans la cour, reprenant les dialogues des programmes radiophoniques. Les enseignants ont un engouement pour l'utilisation des radios, les programmes ayant facilité leur quotidien à l'école. Chaque fois que les émissions sont diffusées, ils ont une leçon préalablement préparée à suivre. Après la diffusion, ils savent mieux organiser les activités des élèves

(Suite en page 9)

L'USAID et le Projet *Capacity*: Une Nouvelle Approche en matière de Formation Initiale au Nord du Mali (suite)

(Suite de la page 5)

approprié à des fonctions spécifiques. « Cette approche est axée sur l'essence de ce que le personnel sanitaire doit savoir pour exécuter son travail dans un hôpital, un dispensaire ou un centre de santé communautaire », affirme le Dr. Mohamed Salia Maïga, Directeur des études de l'école. « Avant, chaque professeur déterminait lui même le contenu de ses cours, ce qui entraînait une profonde divergence dans les modules d'une année à l'autre et d'un professeur à un autre. Cette approche axée sur la performance nous permettra d'harmoniser le programme d'études avec un accent sur la satisfaction des besoins des étudiants en matière de compétence », poursuit-il avant de conclure « nous avons déjà enregistré plusieurs résultats positifs. »

« Apprendre pour la Performance est une approche idéale pour notre contexte », déclare le Dr. Hamada Maïga, Directeur Général de l'EIG. « Ce que j'ai personnellement apprécié au sujet de cette approche est son caractère interactif. Tous les participants étaient impliqués : les responsables de l'école, les étudiants, les formateurs et les anciens élèves de l'école. »

Depuis 1998, l'EIG a formé 286 infir-



Photo: USAID

L'EIG, un cadre idéal pour l'acquisition des compétences en matière de services de santé à grand impact.

mères, 21 sages-femmes et six assistants de laboratoire. Quarante-vingt-huit pour cent (98%) de ces prestataires travaillent actuellement dans des centres de santé communautaires ou dans des hôpitaux régionaux du Nord. Après leur formation, ils ont été recrutés par le Ministère de la Santé ou par des communautés pour fournir des services de santé à grand impact aux populations vivant de façon disparate dans ces régions.

Le Projet *Capacity* est financé par

l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) et exécuté par *IntraHealth International* et ses partenaires. Dr. Kléon Traoré, Directeur régional de la Santé à Gao, apprécie l'intervention de l'USAID en ces termes : « l'appui de l'USAID pour améliorer l'EIG a contribué véritablement à la composante santé du PRODESS II, particulièrement le développement de ressources humaines et de la santé au niveau local. » — **Dr Cheick Oumar Touré, USAID/Projet Capacity**

(Continued from page 8) — *L'Epopée de l'Ecole de Dioumanzana*

et préparer les leçons comportant des activités axées sur l'apprenant mises en exergue dans les programmes radiophoniques.

Dioumanzana a su créer un climat de partage et d'apprentissage. Elle s'est véritablement appropriée du programme radiophonique pour améliorer la compétence de ses enseignants ainsi que le ni-

veau de ses élèves. Son complexe scolaire communautaire est indiscutablement un joyau au flanc de cette bretelle poussiéreuse à Djélibougou. — **USAID/FIER**

“Lutter contre la pauvreté et Accélérer la croissance économique à travers le Partenariat”

Direction et Chefs d'Equipe

Alexander Newton, Directeur

Jim Wright, Directeur adjoint

Cheick O. Coulibaly, Directeur administratif

Jonathan Richter, Chargé de la Plannification

Christine K. Sow, Chef de l'Equipe Santé

Natasha DeMarcken, Chef de l'Equipe Education

Karen Fall, Contrôleur

Jean Harman, Chef de l'Equipe Croissance Economique Accélérée

Dennis Bilodeau, Chef de l'Equipe Gouvernance & Communication

B.P. 34, ACI 2000, Rue 243, Porte 297, Bamako, République du Mali, Tél: (223) 270 23 00 Fax: (223) 270 24 79

Pour de plus amples informations, consultez notre site : <http://mali.usaid.gov>